Hyères
MA VILLE POUR DEMAIN
Participez au PLAN LOCAL D'URBANISME

# LE PLAN LOCAL D'URBANISME



## 7D2B VOIES BRUYANTES

PRÉFET
DU VAR
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer du Var**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SPP/MTEM/Bruit/2023-01 du 09 JAN. 2023

**portant approbation de la révision du classement sonore des infrastructures de transport terrestres sous gestion de la Métropole Toulon Provence Méditerranée**

**Le préfet du Var,**

**Vu** la Directive 2002/49/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement ;

**Vu** la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;

**Vu** le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L. 154-4 (ex-article L. 111-11-1) du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

**Vu** le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

**Vu** les trois arrêtés ministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements de santé, les hôtels et les bâtiments d'enseignement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

**Vu** le code de l'environnement, et notamment le livre V, titre VII, chapitre Ier, en ses articles L. 571-1 et suivants, R. 571-1 et suivants et chapitre II, en ses articles L. 572-1 et suivants, R. 572-1 et suivants ;

**Vu** le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R. 111-3, R. 151-18, R. 151-51, R. 151-52 et R. 151-53 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L. 122-10, L. 124-4, L. 154-3, L. 154-4 et R. 154-7 ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux du 1er août 2014 (routes départementales), 8 décembre 2015 (routes communales) et 27 mars 2013 (autoroutes) publiant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Var, assortis des pièces annexées ;

Considérant l'avis des gestionnaires de réseaux concernés, conformément aux dispositions de l'article R. 571-39 du code de l'environnement ;

Considérant l'avis des communes concernées, conformément aux dispositions de l'article R. 571-39 du code de l'environnement ;

Considérant le rendu d'études et l'analyse effectuée par le bureau d'études CEREG Ingénierie le 14 novembre 2022 ;

Considérant la validation de cette étude technique par le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement et son assistance à maîtrise d'ouvrage tout au long de la procédure ;

Considérant l'information fournie sur le portail de l'État et la communication des éléments de procédure lors des réunions plénières du comité de suivi du bruit, dont la dernière en date du 6 octobre 2020 ;

Considérant la conformité de l'établissement de la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Var par la Direction départementale des territoires et de la mer du Var aux critères et conditions requis par la réglementation en vigueur en matière de classement sonore des infrastructures de transports terrestres (ITT) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

**ARRÊTE :**

**Article 1er : objet de la décision d'approbation de la révision du classement sonore**

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département du Var aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres (ITT) mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

Le présent arrêté vise à approuver la révision totale du classement sonore de ces infrastructures.

Le classement sonore comporte le présent arrêté assorti d'une annexe intitulée « rapport de classement », composée notamment de tableaux et de représentations cartographiques.

Ce rapport de classement fait partie intégrante de l'arrêté préfectoral. Il constitue l'objet principal de la décision administrative.

**Article 2 : détermination des infrastructures et gestionnaires concernés**

Les infrastructures de transports terrestres concernées par le présent arrêté relèvent du réseau routier sous gestion de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Toutes les voies gérées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne font pas l'objet d'un classement. Seules les voies ou tronçon(s) de voies concernées sont recensées.

**Article 3 : caractéristiques du classement**

Le classement s'effectue sur la base des caractéristiques sonores de la voie. Ainsi, toutes les voies du département ne font pas l'objet d'un classement. Seules celles qui dépassent les niveaux sonores le sont.

Les infrastructures sont classées sur la base de leurs niveaux sonores diurnes et nocturnes reçus au point de référence. À noter que les indicateurs retenus sont les mêmes que ceux pris en compte pour la construction d'infrastructures nouvelles : il s'agit du LAeq (6h-22h) pour le jour, et du LAeq (22h-6h) pour la nuit, exprimés en décibels (dB).

La catégorie des infrastructures de transports terrestres est donc définie comme suit :

| Catégories des infrastructures en fonction des niveaux sonores | | | |
|---|---|---|---|
| Niveau sonore de référence LAeq (6h-22h) en dB(A)[1] | Niveau sonore de référence LAeq (22h-6h) en dB(A) | Catégorie de l'infrastructure | Secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure<br>– pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;<br>– pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche. |
| L > 81 | L > 76 | 1 | 300 m |
| 76 < L ≤ 81 | 71 < L ≤ 76 | 2 | 250 m |
| 70 < L ≤ 76 | 65 < L ≤ 71 | 3 | 100 m |
| 65 < L ≤ 70 | 60 < L ≤ 65 | 4 | 30 m |
| 60 < L ≤ 65 | 55 < L ≤ 60 | 5 | 10 m |

Les tableaux contenus dans le rapport de classement annexé donnent, à minima, pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur des secteurs affectés par le bruit ainsi que le type de tissu urbain traversé (rue en « U » ou tissu ouvert).

Les cartes contenues dans le rapport de classement annexé représentent, à minima, la catégorie de l'infrastructure, le secteur affecté par le bruit et la largeur de ces secteurs.

En cas de discordance entre « tableau(x) » et « carte(s) », les indications du tableau de données priment.

**Article 4 : isolement acoustique des bâtiments à construire**

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R. 111-23-2 du code de la construction et de l'habitation et aux arrêtés pris en application des décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolation acoustique minimum est déterminée selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les établissements de santé, les hôtels et les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les trois arrêtés du 25 avril 2003 susvisés.

**Article 5 : liste des voiries concernées**

Pour le gestionnaire Métropole Toulon Provence Méditerranée, les infrastructures concernées par le présent arrêté sont :

| Nom de rue | Commune |
|---|---|
| Avenue Alphonse Denis | Hyères |
| Avenue Ambroise Thomas | Hyères |

1 La pondération (A) est la pondération standard des fréquences audibles ; elle a été conçue pour se rapprocher de la réaction de l'oreille humaine au bruit.

| | |
|---|---|
| Avenue Gambetta | Hyères |
| Avenue Joseph Clotis | Hyères |
| Avenue Maréchal Foch | Hyères |
| Avenue Maréchal Lyautey | Hyères |
| Voie de liaison D554 - D98 | Hyères |
| Avenue 1er Bataillon Infanterie de Marine du Pacifique | La Garde |
| Avenue Jacques Duclos | La Garde |
| Avenue Roger Salengro | La Garde |
| Avenue Sadi Carnot | La Garde |
| Boulevard du Docteur Bourgarel | La Garde |
| Avenue Charles Sandro | La Garde |
| Chemin de la Foux | La Garde |
| Chemin de la Planquette | La Garde |
| Chemin de Rabasson | La Garde |
| Chemin de Sainte Musse | La Garde |
| Avenue de l'Université | La Garde |
| Boulevard Enseigne de Vaisseau Gués | La Garde |
| Avenue Jules Ferry | La Garde |
| Rue Marc Delage | La Garde |
| Avenue Auguste Plane | La Seyne-sur-Mer |
| Boulevard de l'Europe | La Seyne-sur-Mer |
| Chemin de Faveyrolles | La Seyne-sur-Mer |
| Chemin de l'Oide | La Seyne-sur-Mer |
| Corniche Bonaparte | La Seyne-sur-Mer |
| Corniche Georges Pompidou | La Seyne-sur-Mer |
| Corniche Giovannini | La Seyne-sur-Mer |
| Boulevard de Léry | La Seyne-sur-Mer |
| Avenue du Général Carmille | La Seyne-sur-Mer |
| Quai Gabriel Peri | La Seyne-sur-Mer |
| Boulevard Jean Jaurès | La Seyne-sur-Mer |
| Rue Pierre Lacroix | La Seyne-sur-Mer |
| Avenue Jean Albert Lamarque | La Seyne-sur-Mer |
| Corniche Michel Pacha | La Seyne-sur-Mer |
| Avenue Fraysse | La Seyne-sur-Mer |
| Projet : 1:1 | La Seyne-sur-Mer |
| Rue Pierre Renaudel | La Seyne-sur-Mer |

| | |
|---|---|
| Boulevard de Stalingrad | La Seyne-sur-Mer |
| Boulevard Toussaint Merle | La Seyne-sur-Mer |
| Avenue Anatole France | La Valette-du-Var |
| Avenue du Char Verdun | La Valette-du-Var |
| Avenue François Duchatel | La Valette-du-Var |
| Avenue Gabriel Péri | La Valette-du-Var |
| Boulevard Général Leclerc | La Valette-du-Var |
| Chemin de Sainte Musse | La Valette-du-Var |
| Chemin des Terres Rouges | La Valette-du-Var |
| Corniche Marius Escartefigues | La Valette-du-Var |
| Avenue de l'Université | La Valette-du-Var |
| Boulevard des Armaris | La Valette-du-Var |
| Avenue Maréchal Alphonse Juin | La Valette-du-Var |
| Avenue Mirasouléou | La Valette-du-Var |
| Chemin de la Foux | Le Pradet |
| Avenue Georges Clemenceau | Ollioules |
| Chemin de Faveyrolles | Ollioules |
| Chemin des Bougainvilliers | Ollioules |
| Chemin Saint Laze | Ollioules |
| Boulevard de Léry | Ollioules |
| Boulevard de Cabry | Sanary-sur-Mer |
| Avenue de la République | Six-Fours-les-Plages |
| Avenue Joseph Raynaud | Six-Fours-les-Plages |
| Boulevard de Cabry | Six-Fours-les-Plages |
| Boulevard de Léry | Six-Fours-les-Plages |
| Boulevard des Écoles | Six-Fours-les-Plages |
| Avenue du Brusc | Six-Fours-les-Plages |
| Avenue du Cap Nègre | Six-Fours-les-Plages |
| Avenue du Lycée Coudoulière | Six-Fours-les-Plages |
| Avenue Joseph Roumanille | Six-Fours-les-Plages |
| Rocade des Playes | Six-Fours-les-Plages |
| Rocade Font de Fillol | Six-Fours-les-Plages |
| Rue République | Six-Fours-les-Plages |
| Traverse de Bayle | Six-Fours-les-Plages |
| Traverse de la Font de Fillol | Six-Fours-les-Plages |
| Avenue Alphonse Juin | Toulon |

| | |
|---|---|
| Avenue Amiral Collet | Toulon |
| Rue Anatole France | Toulon |
| Ancien Chemin de la Valette | Toulon |
| Av. du 3ème Régiment des Tirailleurs Algériens | Toulon |
| Boulevard Bazeilles | Toulon |
| Rue du Docteur Jean Bertholet | Toulon |
| Boulevard Ingénieur Bonnier | Toulon |
| Boulevard du Docteur Bourgarel | Toulon |
| Avenue Louis Bozzo | Toulon |
| Quai Jean Charcot | Toulon |
| Chemin de Forgentier | Toulon |
| Chemin de Moneiret | Toulon |
| Chemin de Rigoumel | Toulon |
| Chemin de Sainte Musse | Toulon |
| Chemin des Terres Rouges | Toulon |
| Chemin Bonfante | Toulon |
| Chemin du Fort Rouge | Toulon |
| Chemin du Jonquet | Toulon |
| Chemin du Pont de Bois | Toulon |
| Avenue Charles Gantelme | Toulon |
| Corniche Marius Escartefigues | Toulon |
| Avenue de Besagne | Toulon |
| Avenue de Claret | Toulon |
| Avenue de l'Infanterie de Marine | Toulon |
| Boulevard de la Démocratie | Toulon |
| Avenue de la République | Toulon |
| Avenue de la Victoire du 8 mai 45 | Toulon |
| Avenue de Siblas | Toulon |
| Boulevard de Strasbourg | Toulon |
| Boulevard de Tessé | Toulon |
| Avenue de Valbourdin | Toulon |
| Boulevard des Armaris | Toulon |
| Avenue des Tirailleurs Sénégalais | Toulon |
| Boulevard Docteur Cuneo | Toulon |
| Avenue du 21ème Régiment d'Infanterie Coloniale | Toulon |
| Avenue Commandant Marchand | Toulon |

| | |
|---|---|
| Boulevard Commandant Nicolas | Toulon |
| Boulevard du Faron | Toulon |
| Avenue Général Magnan | Toulon |
| Avenue Général Nogues | Toulon |
| Avenue du Maréchal Foch | Toulon |
| Avenue Maréchal Leclerc | Toulon |
| Avenue Vert Coteau | Toulon |
| Avenue Lieutenant d'Estienne d'Orves | Toulon |
| Quai Emile Grenier | Toulon |
| Boulevard Emile Jacquemin | Toulon |
| Rue Enseigne de Vaisseau Gués | Toulon |
| Rue François Fabié | Toulon |
| Avenue Franklin Roosevelt | Toulon |
| Boulevard Henri Fabre | Toulon |
| Rue Amiral Jaujard | Toulon |
| Rue Jean Ayral | Toulon |
| Avenue Jean Moulin | Toulon |
| Avenue Edouard le Bellegou | Toulon |
| Littoral Frédéric Mistral | Toulon |
| Avenue Louis Blériot | Toulon |
| Boulevard Louvois | Toulon |
| Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny | Toulon |
| Quai Marcel Pagnol | Toulon |
| Avenue Mirasouléou | Toulon |
| Avenue Joseph Louis Ortolan | Toulon |
| Rue Jean Philippe Rameau | Toulon |
| Quai de la Rivière Neuve | Toulon |
| Rue Robert Guillemard | Toulon |
| Rue du Docteur Barrois | Toulon |
| Rue Saint Bernard | Toulon |
| Rue Saunier | Toulon |
| Boulevard de Sainte-Anne | Toulon |
| Boulevard Pierre Toesca | Toulon |
| Avenue Vauban | Toulon |
| Boulevard Bianchi | Toulon |
| Voie express | Toulon |

**Article 6 : publication et mise à disposition**

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Il fait l'objet d'une information dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département et d'un affichage dans les mairies concernées pendant 1 mois minimum.

Le présent arrêté assorti de son annexe, à savoir le rapport du classement, est tenu à la disposition du public dans les mairies concernées et à la Direction départementale des territoires et de la mer du Var à Toulon aux heures habituelles d'ouverture.

Le classement sonore des infrastructures de transport terrestres est aussi mis en ligne sur le portail de l'État. Il est consultable et téléchargeable à l'adresse suivante : www.var.gouv.fr à la rubrique : Classement Sonore des Voies Bruyantes (CSVB)

**Article 7 : report dans les documents d'urbanisme**

Les périmètres des secteurs affectés par le bruit doivent être reportés par les maires des communes, ainsi que par les maires des communes limitrophes le cas échéant, dans les documents graphiques du document d'urbanisme, à titre d'information.

Il faut également joindre dans les annexes du document d'urbanisme, les éléments suivants :

- le classement des infrastructures de transports terrestres,
- les secteurs affectés par le bruit,
- les prescriptions d'isolement acoustique édictées,
- la référence des arrêtés préfectoraux correspondants,
- la mention des lieux où ces arrêtés peuvent être consultés.

Les procédures d'élaboration, de révision et de modification des documents d'urbanisme peuvent être mises à profit pour introduire le classement dans les documents graphiques et les annexes. Il est également nécessaire d'ôter les dispositions qui avaient antérieurement été inscrites relevant uniquement du classement sonore des infrastructures de transport terrestres sous gestion de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

**Article 8 : délai et voie de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var, d'un recours gracieux auprès du préfet du Var et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulon.

**Article 9 : abrogation**

Les dispositions du présent arrêté se substituent de plein droit, uniquement pour les infrastructures mentionnées à l'article 2 et les tronçons concernés, à celles des arrêtés antérieurs portant classement des ITT en date du 1er août 2014 (routes départementales), 8 décembre 2015 (routes communales) et 27 mars 2013 (autoroutes).

**Article 10 : exécution et transmission**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, les sous-préfets territorialement compétents, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var, le président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera, transmis en copie:

- au ministre de la Transition écologique (DGPR – mission bruit et DGITM) ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur – service transport, infrastructure et mobilité (STIM) ;
- au directeur de l'Agence Régionale de la Santé – antenne territoriale de Toulon ;
- au directeur de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) ;
- aux autres gestionnaires des infrastructures terrestres de transports membres du comité de suivi du bruit ;
- au directeur des Routes du Conseil Départemental du Var ;
- aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés ;
- au président de l'association des maires du Var ;
- aux maires des communes concernées : l'arrêté préfectoral sera affiché pendant un mois dans chacune des mairies des communes concernées ; le certificat d'affichage sera transmis à la Direction départementale des territoires et de la mer du Var – Service planifications et prospective – Mission transition écologique et mobilité.

Fait à Toulon, le

PRÉFET
DU VAR
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer du Var**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SPP/MTEM/Bruit/2023-02 du 09 JAN. 2023

**portant approbation de la révision du classement sonore des infrastructures de transport terrestres sous gestion du Conseil départemental du Var**

**Le préfet du Var,**

**Vu** la Directive 2002/49/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement ;

**Vu** la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;

**Vu** le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L. 154-4 (ex-article L. 111-11-1) du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

**Vu** le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

**Vu** les trois arrêtés ministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements de santé, les hôtels et les bâtiments d'enseignement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

**Vu** le code de l'environnement, et notamment le livre V, titre VII, chapitre Ier, en ses articles L. 571-1 et suivants, R. 571-1 et suivants et chapitre II, en ses articles L. 572-1 et suivants, R. 572-1 et suivants ;

**Vu** le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R. 111-3, R. 151-18, R. 151-51, R. 151-52 et R. 151-53 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L. 122-10, L. 124-4, L. 154-3, L. 154-4 et R. 154-7 ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux du 1er août 2014 (routes départementales), 8 décembre 2015 (routes communales) et 27 mars 2013 (autoroutes) publiant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Var, assortis des pièces annexées ;

Considérant l'avis des gestionnaires de réseaux concernés, conformément aux dispositions de l'article R. 571-39 du code de l'environnement ;

Considérant l'avis des communes concernées, conformément aux dispositions de l'article R. 571-39 du code de l'environnement ;

Considérant le rendu d'études et l'analyse effectuée par le bureau d'études CEREG Ingénierie le 14 novembre 2022 ;

Considérant la validation de cette étude technique par le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement et son assistance à maîtrise d'ouvrage tout au long de la procédure ;

Considérant l'information fournie sur le portail de l'État et la communication des éléments de procédure lors des réunions plénières du comité de suivi du bruit, dont la dernière en date du 6 octobre 2020 ;

Considérant la conformité de l'établissement de la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Var par la Direction départementale des territoires et de la mer du Var aux critères et conditions requis par la réglementation en vigueur en matière de classement sonore des infrastructures de transports terrestres (ITT) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

**ARRÊTE :**

**Article 1er : objet de la décision d'approbation de la révision du classement sonore**

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département du Var aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres (ITT) mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

Le présent arrêté vise à approuver la révision totale du classement sonore de ces infrastructures.

Le classement sonore comporte le présent arrêté assorti d'une annexe intitulée « rapport de classement », composée notamment de tableaux et de représentations cartographiques.

Ce rapport de classement fait partie intégrante de l'arrêté préfectoral. Il constitue l'objet principal de la décision administrative.

**Article 2 : détermination des infrastructures et gestionnaires concernés**

Les infrastructures de transports terrestres concernées par le présent arrêté relèvent du réseau routier sous gestion du Conseil départemental du Var.

Toutes les voies gérées par le Conseil départemental du Var ne font pas l'objet d'un classement. Seules les voies ou tronçon(s) de voies concernées sont recensées.

**Article 3 : caractéristiques du classement**

Le classement s'effectue sur la base des caractéristiques sonores de la voie. Ainsi, toutes les voies du département ne font pas l'objet d'un classement. Seules celles qui dépassent les niveaux sonores le sont.

Les infrastructures sont classées sur la base de leurs niveaux sonores diurnes et nocturnes reçus au point de référence. À noter que les indicateurs retenus sont les mêmes que ceux pris en compte pour la construction d'infrastructures nouvelles : il s'agit du LAeq (6h-22h) pour le jour, et du LAeq (22h-6h) pour la nuit, exprimés en décibels (dB).

La catégorie des infrastructures de transports terrestres est donc définie comme suit :

| Catégories des infrastructures en fonction des niveaux sonores | | | |
|---|---|---|---|
| Niveau sonore de référence LAeq (6h-22h) en dB(A)[1] | Niveau sonore de référence LAeq (22h-6h) en dB(A) | Catégorie de l'infrastructure | Secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure<br>– pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;<br>– pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche. |
| L > 81 | L > 76 | 1 | 300 m |
| 76 < L ≤ 81 | 71 < L ≤ 76 | 2 | 250 m |
| 70 < L ≤ 76 | 65 < L ≤ 71 | 3 | 100 m |
| 65 < L ≤ 70 | 60 < L ≤ 65 | 4 | 30 m |
| 60 < L ≤ 65 | 55 < L ≤ 60 | 5 | 10 m |

Les tableaux contenus dans le rapport de classement annexé donnent, à minima, pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur des secteurs affectés par le bruit ainsi que le type de tissu urbain traversé (rue en « U » ou tissu ouvert).

Les cartes contenues dans le rapport de classement annexé représentent, à minima, la catégorie de l'infrastructure, le secteur affecté par le bruit et la largeur de ces secteurs.

En cas de discordance entre « tableau(x) » et « carte(s) », les indications du tableau de données priment.

**Article 4 : isolement acoustique des bâtiments à construire**

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R. 111-23-2 du code de la construction et de l'habitation et aux arrêtés pris en application des décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolation acoustique minimum est déterminée selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les établissements de santé, les hôtels et les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les trois arrêtés du 25 avril 2003 susvisés.

**Article 5 : liste des voiries concernées**

Pour le gestionnaire Conseil départemental du Var, les infrastructures concernées par le présent arrêté sont :

| Numéro | Commune |
|---|---|
| D3 | Artigues |
| D557 | Aups |

1 La pondération (A) est la pondération standard des fréquences audibles ; elle a été conçue pour se rapprocher de la réaction de l'oreille humaine au bruit.

| | |
|---|---|
| D559 | Bandol |
| D559B | Bandol |
| D554 | Barjols |
| D560 | Barjols |
| D554 | Belgentier |
| Projet Deviation Belgentier :1 | Belgentier |
| D13 | Besse-sur-issole |
| D15 | Besse-sur-issole |
| D198 | Bormes-les-mimosas |
| D241 | Bormes-les-mimosas |
| D298 | Bormes-les-mimosas |
| D298C | Bormes-les-mimosas |
| D559 | Bormes-les-mimosas |
| D98 | Bormes-les-mimosas |
| D1007 | Brignoles |
| D43 | Brignoles |
| D554 | Brignoles |
| DN7 | Brignoles |
| D560 | Brue-Auriac |
| D56 | Callian |
| D562 | Callian |
| D562 | Carcès |
| D13 | Carnoules |
| D97 | Carnoules |
| D442 | Carqueiranne |
| D559 | Carqueiranne |
| D74 | Carqueiranne |
| D559 | Cavalaire-sur-mer |
| D54 | Châteaudouble |
| D560 | Châteauvert |
| D48 | Cogolin |
| D558 | Cogolin |
| D559 | Cogolin |
| D61 | Cogolin |
| D98 | Cogolin |
| D22 | Correns |

| | |
|---|---|
| D14 | Cuers |
| D43 | Cuers |
| D97 | Cuers |
| D1555 | Draguignan |
| D54 | Draguignan |
| D555 | Draguignan |
| D557 | Draguignan |
| D562 | Draguignan |
| D59 | Draguignan |
| D955 | Draguignan |
| DN555 | Draguignan |
| DN555:2 | Draguignan |
| D562 | Entrecasteaux |
| DN8 | Evenos |
| D19 | Fayence |
| D562 | Fayence |
| D563 | Fayence |
| D54 | Figanières |
| D13 | Flassans-sur-Issole |
| DN7 | Flassans-sur-Issole |
| D557 | Flayosc |
| D15 | Forcalqueiret |
| D43 | Forcalqueiret |
| D554 | Forcalqueiret |
| D100 | Fréjus |
| D100A | Fréjus |
| D37 | Fréjus |
| D4 | Fréjus |
| D559 | Fréjus |
| D7 | Fréjus |
| D8 | Fréjus |
| D98B | Fréjus |
| DN7 | Fréjus |
| D554 | Garéoult |
| D81 | Garéoult |
| D559 | Gassin |

| | |
|---|---|
| D61 | Gassin |
| D93 | Gassin |
| D98 | Gassin |
| D554 | Ginasservis |
| D97 | Gonfaron |
| D14 | Grimaud |
| D48 | Grimaud |
| D558 | Grimaud |
| D559 | Grimaud |
| D61 | Grimaud |
| D61A | Grimaud |
| D14 | Grimaud |
| D98 | Grimaud |
| Projet déviation Sainte-Maxime : 1 | Grimaud |
| Projet déviation Sainte-Maxime : 2 | Grimaud |
| D12 | Hyères-les-Palmiers |
| D197 | Hyères-les-Palmiers |
| D276 | Hyères-les-Palmiers |
| D29 | Hyères-les-Palmiers |
| D42 | Hyères-les-Palmiers |
| D46 | Hyères-les-Palmiers |
| D554 | Hyères-les-Palmiers |
| D559 | Hyères-les-Palmiers |
| D559A | Hyères-les-Palmiers |
| D98 | Hyères-les-Palmiers |
| D559 | La Cadière-D'Azur |
| D559B | La Cadière-D'Azur |
| D66 | La Cadière-D'Azur |
| D82 | La Cadière-D'Azur |
| D5 | La Celle |
| DN7 | La Celle |
| D554B | La Crau |
| D12 | La Crau |
| D14 | La Crau |
| D276 | La Crau |
| D29 | La Crau |

| | |
|---|---|
| D554 | La Crau |
| D74 | La Crau |
| D76 | La Crau |
| D98 | La Crau |
| D559 | La Croix-Valmer |
| D554B | La Farlède |
| D554 | La Farlède |
| D67 | La Farlède |
| D97 | La Farlède |
| D29 | La Garde |
| D42 | La Garde |
| D559 | La Garde |
| D67 | La Garde |
| D74 | La Garde |
| D86 | La Garde |
| D97 | La Garde |
| D98 | La Garde |
| D558 | La Garde-Freinet |
| D42A | La Londe-les-Maures |
| D559A | La Londe-les-Maures |
| D98 | La Londe-les-Maures |
| D98 | La Mole |
| D1555 | La Motte |
| D54 | La Motte |
| D5 | La Roquebrussanne |
| D554 | La Roquebrussanne |
| D16 | La Seyne-sur-Mer |
| D18 | La Seyne-sur-Mer |
| D2018 | La Seyne-sur-Mer |
| D26 | La Seyne-sur-Mer |
| D559 | La Seyne-sur-Mer |
| D63 | La Seyne-sur-Mer |
| D246 | La Valette-du-Var |
| D29 | La Valette-du-Var |
| D46 | La Valette-du-Var |
| D86 | La Valette-du-Var |

| | |
|---|---|
| D97 | La Valette-du-Var |
| D98 | La Valette-du-Var |
| D559B | Le Beausset |
| DN8 | Le Beausset |
| D17 | Le Cannet-des-Maures |
| D558 | Le Cannet-des-Maures |
| DN7 | Le Cannet-des-Maures |
| D559B | Le Castellet |
| D66 | Le Castellet |
| D82 | Le Castellet |
| DN8 | Le Castellet |
| D198 | Le Lavandou |
| D298 | Le Lavandou |
| D298C | Le Lavandou |
| D559 | Le Lavandou |
| D98 | Le Lavandou |
| D97 | Le Luc |
| DN7 | Le Luc |
| D125 | Le Muy |
| D1555 | Le Muy |
| D25 | Le Muy |
| D54 | Le Muy |
| D825 | Le Muy |
| DN7 | Le Muy |
| D74 | Le Plan-De-La-Tour |
| D2086 | Le Pradet |
| D42 | Le Pradet |
| D559 | Le Pradet |
| D74 | Le Pradet |
| D86 | Le Pradet |
| D46 | Le Revest-les-Eaux |
| D17 | Le Thoronet |
| D562 | Le Thoronet |
| D22 | Le Val |
| D554 | Le Val |
| D562 | Le Val |

| | |
|---|---|
| D37 | Les Adrets-de-l'Estérel |
| D837 | Les Adrets-de-l'Estérel |
| D10 | Les Arcs |
| D1555 | Les Arcs |
| D54 | Les Arcs |
| D91 | Les Arcs |
| DN7 | Les Arcs |
| D10 | Lorgues |
| D562 | Lorgues |
| D5 | Méounes-lès-Montrieux |
| D554 | Méounes-lès-Montrieux |
| D37 | Montauroux |
| D562 | Montauroux |
| D22 | Montfort-sur-Argens |
| D560 | Nans-les-Pins |
| D43 | Néoules |
| D5 | Néoules |
| D554 | Néoules |
| D3 | Ollières |
| DN7 | Ollières |
| D11 | Ollioules |
| D2020 | Ollioules |
| D206 | Ollioules |
| D26 | Ollioules |
| D559 | Ollioules |
| D92 | Ollioules |
| DN8 | Ollioules |
| D12 | Pierrefeu-du-Var |
| D14 | Pierrefeu-du-Var |
| D412 | Pierrefeu-du-Var |
| D97 | Pignans |
| D6B | Pourcieux |
| DN7 | Pourcieux |
| D23 | Pourrieres |
| D6B | Pourrieres |
| DN7 | Pourrieres |

| | |
|---|---|
| D4 | Puget-sur-Argens |
| DN7 | Puget-sur-Argens |
| D61 | Ramatuelle |
| D93 | Ramatuelle |
| D559 | Rayol-Canadel-sur-Mer |
| D3 | Rians |
| D43 | Rocbaron |
| D554 | Rocbaron |
| D81 | Rocbaron |
| D559 | Roquebrune-sur-Argens |
| D7 | Roquebrune-sur-Argens |
| D8 | Roquebrune-sur-Argens |
| DN7 | Roquebrune-sur-Argens |
| D562 | Saint-Antonin-du-Var |
| D1559 | Saint-Cyr-sur-Mer |
| D559 | Saint-Cyr-sur-Mer |
| D66 | Saint-Cyr-sur-Mer |
| D87 | Saint-Cyr-sur-Mer |
| D15 | Sainte-Anastasie-sur-Issole |
| D25 | Sainte-Maxime |
| D559 | Sainte-Maxime |
| D74 | Sainte-Maxime |
| D8 | Sainte-Maxime |
| Projet déviation Sainte-Maxime : 1 | Sainte-Maxime |
| Projet déviation Sainte-Maxime : 2 | Sainte-Maxime |
| D18 | Saint-Mandrier-sur-Mer |
| D2018 | Saint-Mandrier-sur-Mer |
| D2560 | Saint-Maximin-la-Sainte-Baume |
| D28 | Saint-Maximin-la-Sainte-Baume |
| D3 | Saint-Maximin-la-Sainte-Baume |
| D560 | Saint-Maximin-la-Sainte-Baume |
| D560A | Saint-Maximin-la-Sainte-Baume |
| DN7 | Saint-Maximin-la-Sainte-Baume |
| D100 | Saint-Raphaël |
| D37 | Saint-Raphaël |
| D37C | Saint-Raphaël |

| | |
|---|---|
| D559 | Saint-Raphaël |
| D93 | Saint-Tropez |
| D98 | Saint-Tropez |
| D560 | Saint-Zacharie |
| Projet déviation Saint -Zacharie : 1 | Saint-Zacharie |
| D231 | Salernes |
| D557 | Salernes |
| D560 | Salernes |
| D11 | Sanary-sur-Mer |
| D211 | Sanary-sur-Mer |
| D559 | Sanary-sur-Mer |
| D559B | Sanary-sur-Mer |
| D560 | Seillons-Source-d'Argens |
| D2 | Signes |
| D11 | Six-Fours-les-Plages |
| D16 | Six-Fours-les-Plages |
| D211 | Six-Fours-les-Plages |
| D26 | Six-Fours-les-Plages |
| D559 | Six-Fours-les-Plages |
| D616 | Six-Fours-les-Plages |
| D63 | Six-Fours-les-Plages |
| D554 | Sollies-Pont |
| D58 | Sollies-Pont |
| D97 | Sollies-Pont |
| D554 | Sollies-Toucas |
| D554 | Sollies-Ville |
| D58 | Sollies-Ville |
| D97 | Sollies-Ville |
| D37 | Tanneron |
| D10 | Taradeau |
| DN7 | Taradeau |
| D2008 | Toulon |
| D206 | Toulon |
| D246 | Toulon |
| D29 | Toulon |
| D42 | Toulon |

| | |
|---|---|
| D46 | Toulon |
| D559 | Toulon |
| D559BIS | Toulon |
| D62 | Toulon |
| D642 | Toulon |
| D92 | Toulon |
| D97 | Toulon |
| DN8 | Toulon |
| D19 | Tourrettes |
| D56 | Tourrettes |
| D562 | Tourrettes |
| DN7 | Tourves |
| D1555 | Trans-en-Provence |
| D54 | Trans-en-Provence |
| D48 | Vidauban |
| DN7 | Vidauban |
| D560 | Villecroze |
| D557 | Villecroze |
| D554 | Vinon-sur-Verdon |
| D952 | Vinon-sur-Verdon |

**Article 6 : publication et mise à disposition**

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Il fait l'objet d'une information dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département et d'un affichage dans les mairies concernées pendant 1 mois minimum.

Le présent arrêté assorti de son annexe, à savoir le rapport du classement, est tenu à la disposition du public dans les mairies concernées et à la Direction départementale des territoires et de la mer du Var à Toulon aux heures habituelles d'ouverture.

Le classement sonore des infrastructures de transport terrestres est aussi mis en ligne sur le portail de l'État. Il est consultable et téléchargeable à l'adresse suivante : www.var.gouv.fr à la rubrique : Classement Sonore des Voies Bruyantes (CSVB)

**Article 7 : report dans les documents d'urbanisme**

Les périmètres des secteurs affectés par le bruit doivent être reportés par les maires des communes, ainsi que par les maires des communes limitrophes le cas échéant, dans les documents graphiques du document d'urbanisme, à titre d'information.

Il faut également joindre dans les annexes du document d'urbanisme, les éléments suivants :

- le classement des infrastructures de transports terrestres,

- les secteurs affectés par le bruit,
- les prescriptions d'isolement acoustique édictées,
- la référence des arrêtés préfectoraux correspondants,
- la mention des lieux où ces arrêtés peuvent être consultés.

Les procédures d'élaboration, de révision et de modification des documents d'urbanisme peuvent être mises à profit pour introduire le classement dans les documents graphiques et les annexes. Il est également nécessaire d'ôter les dispositions qui avaient antérieurement été inscrites relevant uniquement du classement sonore des infrastructures de transport terrestres sous gestion du Conseil départemental du Var.

**Article 8 : délai et voie de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var, d'un recours gracieux auprès du préfet du Var et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulon.

**Article 9 : abrogation**

Les dispositions du présent arrêté se substituent de plein droit, uniquement pour les infrastructures mentionnées à l'article 2 et les tronçons concernés, à celles des arrêtés antérieurs portant classement des ITT en date du 1er août 2014 (routes départementales), 8 décembre 2015 (routes communales) et 27 mars 2013 (autoroutes).

**Article 10 : exécution et transmission**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, les sous-préfets territorialement compétents, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var, le président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera, transmis en copie:

- au ministre de la Transition écologique (DGPR – mission bruit et DGITM) ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur – service transport, infrastructure et mobilité (STIM) ;
- au directeur de l'Agence Régionale de la Santé – antenne territoriale de Toulon ;
- au directeur de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) ;
- aux autres gestionnaires des infrastructures terrestres de transports membres du comité de suivi du bruit ;
- au directeur des Routes du Conseil Départemental du Var ;
- aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés ;
- au président de l'association des maires du Var ;
- aux maires des communes concernées : l'arrêté préfectoral sera affiché pendant un mois dans chacune des mairies des communes concernées ; le certificat d'affichage sera transmis à la Direction départementale des territoires et de la mer du Var – Service planifications et prospective – Mission transition écologique et mobilité.

Fait à Toulon, le

Evence RICHARD

PRÉFET
DU VAR
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction départementale des territoires et de la mer du Var**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SPP/MTEM/Bruit/2023-08 du 09 JAN. 2023

**portant approbation de la révision du classement sonore des infrastructures de transport terrestres sous gestion de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée**

**Le préfet du Var,**

**Vu** la Directive 2002/49/CE du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement ;

**Vu** la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit ;

**Vu** le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L. 154-4 (ex-article L. 111-11-1) du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

**Vu** le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

**Vu** les trois arrêtés ministériels du 25 avril 2003 relatifs à la limitation du bruit dans les établissements de santé, les hôtels et les bâtiments d'enseignement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

**Vu** le code de l'environnement, et notamment le livre V, titre VII, chapitre Ier, en ses articles L. 571-1 et suivants, R. 571-1 et suivants et chapitre II, en ses articles L. 572-1 et suivants, R. 572-1 et suivants ;

**Vu** le code de l'urbanisme, et notamment ses articles R. 111-3, R. 151-18, R. 151-51, R. 151-52 et R. 151-53 ;

**Vu** le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L. 122-10, L. 124-4, L. 154-3, L. 154-4 et R. 154-7 ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux du 1er août 2014 (routes départementales), 8 décembre 2015 (routes communales) et 27 mars 2013 (autoroutes) publiant le classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Var, assortis des pièces annexées ;

Considérant l'avis des gestionnaires de réseaux concernés, conformément aux dispositions de l'article R. 571-39 du code de l'environnement ;

Considérant l'avis des communes concernées, conformément aux dispositions de l'article R. 571-39 du code de l'environnement ;

Considérant le rendu d'études et l'analyse effectuée par le bureau d'études CEREG Ingénierie le 14 novembre 2022 ;

Considérant la validation de cette étude technique par le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement et son assistance à maîtrise d'ouvrage tout au long de la procédure ;

Considérant l'information fournie sur le portail de l'État et la communication des éléments de procédure lors des réunions plénières du comité de suivi du bruit, dont la dernière en date du 6 octobre 2020 ;

Considérant la conformité de l'établissement de la révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département du Var par la Direction départementale des territoires et de la mer du Var aux critères et conditions requis par la réglementation en vigueur en matière de classement sonore des infrastructures de transports terrestres (ITT) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var ;

**ARRÊTE :**

**Article 1er : objet de la décision d'approbation de la révision du classement sonore**

Les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département du Var aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres (ITT) mentionnées à l'article 2 du présent arrêté.

Le présent arrêté vise à approuver la révision totale du classement sonore de ces infrastructures.

Le classement sonore comporte le présent arrêté assorti d'une annexe intitulée « rapport de classement », composée notamment de tableaux et de représentations cartographiques.

Ce rapport de classement fait partie intégrante de l'arrêté préfectoral. Il constitue l'objet principal de la décision administrative.

**Article 2 : détermination des infrastructures et gestionnaires concernés**

Les infrastructures de transports terrestres concernées par le présent arrêté relèvent du réseau routier sous gestion de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée.

Toutes les voies gérées par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée ne font pas l'objet d'un classement. Seules les voies ou tronçon(s) de voies concernées sont recensées.

**Article 3 : caractéristiques du classement**

Le classement s'effectue sur la base des caractéristiques sonores de la voie. Ainsi, toutes les voies du département ne font pas l'objet d'un classement. Seules celles qui dépassent les niveaux sonores le sont.

Les infrastructures sont classées sur la base de leurs niveaux sonores diurnes et nocturnes reçus au point de référence. À noter que les indicateurs retenus sont les mêmes que ceux pris

en compte pour la construction d'infrastructures nouvelles : il s'agit du LAeq (6h-22h) pour le jour, et du LAeq (22h-6h) pour la nuit, exprimés en décibels (dB).

La catégorie des infrastructures de transports terrestres est donc définie comme suit :

| **Catégories des infrastructures en fonction des niveaux sonores** | | | |
|---|---|---|---|
| Niveau sonore de référence LAeq (6h-22h) en dB(A)[1] | Niveau sonore de référence LAeq (22h-6h) en dB(A) | Catégorie de l'infrastructure | Secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure<br>– pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;<br>– pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche. |
| L > 81 | L > 76 | 1 | 300 m |
| 76 < L ≤ 81 | 71 < L ≤ 76 | 2 | 250 m |
| 70 < L ≤ 76 | 65 < L ≤ 71 | 3 | 100 m |
| 65 < L ≤ 70 | 60 < L ≤ 65 | 4 | 30 m |
| 60 < L ≤ 65 | 55 < L ≤ 60 | 5 | 10 m |

Les tableaux contenus dans le rapport de classement annexé donnent, à minima, pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susmentionné, la largeur des secteurs affectés par le bruit ainsi que le type de tissu urbain traversé (rue en « U » ou tissu ouvert).

Les cartes contenues dans le rapport de classement annexé représentent, à minima, la catégorie de l'infrastructure, le secteur affecté par le bruit et la largeur de ces secteurs.

En cas de discordance entre « tableau(x) » et « carte(s) », les indications du tableau de données priment.

**<u>Article 4</u> : isolement acoustique des bâtiments à construire**

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R. 111-23-2 du code de la construction et de l'habitation et aux arrêtés pris en application des décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolation acoustique minimum est déterminée selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les établissements de santé, les hôtels et les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les trois arrêtés du 25 avril 2003 susvisés.

1 La pondération (A) est la pondération standard des fréquences audibles ; elle a été conçue pour se rapprocher de la réaction de l'oreille humaine au bruit.

**Article 5 : liste des voiries concernées**

Pour le gestionnaire Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée, les infrastructures concernées par le présent arrêté sont :

| Numéro | Commune |
|---|---|
| A570 | Hyères-les-Palmiers |
| N98 | Hyères-les-Palmiers |
| A570 | La Crau |
| A570 | La Garde |

**Article 6 : publication et mise à disposition**

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Il fait l'objet d'une information dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département et d'un affichage dans les mairies concernées pendant 1 mois minimum.

Le présent arrêté assorti de son annexe, à savoir le rapport du classement, est tenu à la disposition du public dans les mairies concernées et à la Direction départementale des territoires et de la mer du Var à Toulon aux heures habituelles d'ouverture.

Le classement sonore des infrastructures de transport terrestres est aussi mis en ligne sur le portail de l'État. Il est consultable et téléchargeable à l'adresse suivante : www.var.gouv.fr à la rubrique : Classement Sonore des Voies Bruyantes (CSVB)

**Article 7 : report dans les documents d'urbanisme**

Les périmètres des secteurs affectés par le bruit doivent être reportés par les maires des communes, ainsi que par les maires des communes limitrophes le cas échéant, dans les documents graphiques du document d'urbanisme, à titre d'information.

Il faut également joindre dans les annexes du document d'urbanisme, les éléments suivants :

- le classement des infrastructures de transports terrestres,
- les secteurs affectés par le bruit,
- les prescriptions d'isolement acoustique édictées,
- la référence des arrêtés préfectoraux correspondants,
- la mention des lieux où ces arrêtés peuvent être consultés.

Les procédures d'élaboration, de révision et de modification des documents d'urbanisme peuvent être mises à profit pour introduire le classement dans les documents graphiques et les annexes. Il est également nécessaire d'ôter les dispositions qui avaient antérieurement été inscrites relevant uniquement du classement sonore des infrastructures de transport terrestres sous gestion de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée.

**Article 8 : délai et voie de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la date de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var, d'un recours gracieux auprès du préfet du Var et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Toulon.

**Article 9 : abrogation**

Les dispositions du présent arrêté se substituent de plein droit, uniquement pour les infrastructures mentionnées à l'article 2 et les tronçons concernés, à celles des arrêtés antérieurs portant classement des ITT en date du 1er août 2014 (routes départementales), 8 décembre 2015 (routes communales) et 27 mars 2013 (autoroutes).

**Article 10 : exécution et transmission**

Le secrétaire général de la préfecture du Var, les sous-préfets territorialement compétents, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var, le président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera, transmis en copie:

- au ministre de la Transition écologique (DGPR – mission bruit et DGITM) ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur – service transport, infrastructure et mobilité (STIM) ;
- au directeur de l'Agence Régionale de la Santé – antenne territoriale de Toulon ;
- au directeur de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) ;
- aux autres gestionnaires des infrastructures terrestres de transports membres du comité de suivi du bruit ;
- au directeur des Routes du Conseil Départemental du Var ;
- aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) concernés ;
- au président de l'association des maires du Var ;
- aux maires des communes concernées : l'arrêté préfectoral sera affiché pendant un mois dans chacune des mairies des communes concernées ; le certificat d'affichage sera transmis à la Direction départementale des territoires et de la mer du Var – Service planifications et prospective – Mission transition écologique et mobilité.

Fait à Toulon, le

Evence RICHARD